

ALGERIE-FRANCE-HISTOIRE-MASSACRES-COMMEMORATION

[ALGERIE - EUROPE](#)

mercredi 17 octobre 2012

Moments de recueillement devant les stèles commémoratives du 17 octobre 1961 à Paris et sa région

Le Secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger, M. Belkacem SAHLI, s'est recueilli mercredi à Paris à la mémoire des martyrs algériens tombés lors des massacres du 17 octobre 1961 en France.

Il a, à cette occasion, déposé une gerbe de fleurs devant la plaque commémorative apposée sur le pont de Clichy (Hauts-de-Seine) d'où ont été jetés à la Seine des milliers d'Algériens sortis manifester pacifiquement contre le couvre-feu raciste qui leur été imposé par la préfecture de police de l'époque.

Etaient présents à cette cérémonie de recueillement, des élus de la municipalité d'Asnières et M. Abdelkader Dehendi, Consul d'Algérie à Nanterre, ville symbole, d'où sont partis la majorité des Algériens habitants le bidonville "La folie", pour sortir manifester, à l'appel de la Fédération de France du FLN, dans les rues de Paris en cette nuit du 17 octobre 1961.

"Je ne vais pas m'attarder sur ces faits que personne ne peut nier malgré les tentatives d'enfouissement et de travestissement dot ils ont fait l'objet", a dit le secrétaire d'Etat, sur cette page particulièrement sanglante de la guerre de libération nationale qui s'est déroulée en plein coeur de Paris.

"Je préfère laisser aux historiens des deux pays le soin de les transcrire et de les commenter afin qu'ils soient transmis fidèlement à travers les générations", a-t-il dit.

"Plus de cinquante ans sont passés sur ces évènements. A présent j'estime qu'il est temps de transcender la dimension mémorielle pour s'inscrire dans une vision constructive d'avenir. Le moment est propice", a poursuivi le secrétaire d'Etat, relevant que le message qu'il porte, "est un message d'espoir" et aussi un "message d'ouverture sur tout ce que nous pourrions entreprendre en commun".

"Je sais que de nombreuses volontés y travaillent déjà depuis plusieurs années", a-t-il fait valoir.

"Nous sommes ensemble aujourd'hui pour faire face à notre histoire, reconnaître les valeurs de la République et faire le lien entre le passé et le présent", dira pour sa part le député-maire socialiste d'Asnières, M. Sébastien Pietrasanta.

"La reconnaissance et l'acceptation de son histoire par l'Etat français n'est pas uniquement destinées à montrer du doigt le coupable de ces crimes.

Il ne s'agit pas non plus de condamner mais créer les premières mesures vers la vérité et la fraternité franco-algérienne", a-t-il encore ajouté.

"Comment oeuvrer pour l'intégration, le vivre-ensemble et la solidarité si la République n'est pas à même d'admettre ses erreurs et de reconnaître ses victimes", a estimé M. Pietrasanta.

"En ce jour il est de notre devoir de mettre des mots sur cette répression d'Etat et de raconter ce qui s'est passé. Nous avons la responsabilité, sinon le devoir de témoigner, de transmettre et de perpétuer le souvenir de cette répression pour que rien ne soit nié", a-t-il ajouté.

"Seul ce travail de mémoire permettra de rendre justice aux victimes et de tenir éveillée la conscience des générations futures. Pas de vengeance, ni de repentance mais la justice et la vérité en gage de réconciliation et d'un avenir meilleur", a-t-il estimé.

Le secrétaire d'Etat s'est ensuite rendu à la mairie de Colombes, où il a été accueilli par le député-maire socialiste M. Philippe Sarre.

"Il s'agit aujourd'hui, a déclaré le maire socialiste, de dépasser cette cale historique et qui perdure encore dans la tête de certains et aussi d'apporter une nouvelle ère, qui sera une ère de coopération, de relations d'amitié franco-algériennes et qui permettra, particulièrement aux relation entre l'Europe et le Maghreb de passer à travers l'amitié franco-algérienne", ajoutant qu'"il y aura jamais de fracture entre la France et l'Algérie".

D'autres cérémonie de recueillement devant des plaques commémoratives sont par ailleurs prévus le même jour, à Nanterre, Gennevilliers, et Clichy.

Auparavant, le secrétaire d'Etat s'est rendu au consulat d'Algérie à Nanterre (Seine Saint Denis) où il reçut de la part du consul M. Abdelkader Dehendi, des explications sur le fonctionnement des différents services consulaires.

Les discussions qu'il a engagées avec des représentants de la communauté nationale, lui permis de s'informer

aussi sur les problèmes que ces derniers rencontrent en France, ainsi que les préoccupations auxquels ils ont souhaité que des solutions efficaces soient apportées.

Il s'est également rendu sur le site dont l'acquisition est en cours de discussion, pour l'aménagement du nouveau siège de la chancellerie d'Algérie.

Le secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger, a entamé samedi sa visite en France, s'inscrivant dans le cadre du rapprochement qu'entend poursuivre le gouvernement en direction de la communauté nationale à l'étranger, à travers une série de mesures fondées sur l'amélioration des conditions d'accueil et sur la qualité des prestations consulaires, de même que pour le renforcement des relations algéro-françaises.

Mardi soir, un déjeuner de travail l'a réuni au siège du Quai d'Orsay avec son homologue française M. Hélène Conway, chargée des français à l'étranger.

Cette rencontre s'est déroulée en présence de la délégation ministérielle et de l'ambassadeur d'Algérie en France, M. Missoum Sbih.

"L'esprit positif et constructif" dans lequel s'est déroulé le quatrième round de discussions informelles sur les accords français de 1968, le 4 octobre à Alger, a été particulièrement souligné au cours de ce déjeuner de travail.

Les deux responsables ont également abordé les questions relatives à la circulation des personnes, ainsi que l'établissement de la communauté française en Algérie et de la communauté algérienne en France.

Ils se sont félicités dans ce contexte de la "qualité" de la coopération entre les services consulaires des deux pays et "l'excellente dynamique" qui prévaut dans les échanges.

Le secrétaire d'Etat chargé de la communauté nationale à l'étranger, a saisi cette opportunité pour aborder les problèmes auxquels est confrontée la communauté nationale en France et souhaité l'amélioration des conditions d'accueil dans les services préfectoraux.